

print

Crimes de la dictature argentine : le pillage économique se précise

De [Estelle Leroy-Debiasi](#)

Global Research, février 20, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/crimes-de-la-dictature-argentine-le-pillage-economique-se-precise/5369686>

Dans les procès qui portent au grand jour les crimes perpétrés par la dictature civile-militaire en Argentine, le volet économique apparait de plus en plus présent. Un entrelacs de sociétés dans le pays et à l'extérieur ont servi à blanchir les biens et l'argent volés aux victimes de dictature, notamment par membres des « groupes de taches » de l'ESMA.

Un article très intéressant et précis d'Alejandra Dandan dans Pagina 12 [Lire en esp : [El lavado de dinero que hizo la dictadura civico-militar argentina con su botín](#)], révèle les rouages du vol et de l'appropriation organisés de biens appartenant aux victimes de la répression pendant la dictature par les membres de « groupes de taches » GT 3.3 opérant à l'ESMA.

Dans le cadre du procès ESMA, instruit par le juge Sergio Torres, l'*Unidad de Información Financiera* (UIF) a permis de pousser l'enquête et il est apparu que quelques douzaines de sociétés ont été créées par des membres de la Marine. L'UIF a rendu un rapport à la justice et a demandé que des charges de blanchiment d'argent soient aussi retenues.

On y retrouve les noms des ex- répresseurs comme Jorge Radice, Ricardo Cavallo, des membres de leurs familles et des proches. Les entreprises en question ont été localisées en Argentine mais aussi hors des frontières, dans certains paradis fiscaux. Cet entrelacs de sociétés montre qu'elles étaient destinées à blanchir de l'argent : n'étant généralement pas rentables et recevant de l'argent de sociétés situées hors des frontières, sous forme de prêts, d'apport en capital ou de versements sans contrepartie de vente de produits ou de services. « Des sommes venant de l'extérieur ayant pour origine la liquidation de biens appropriés illégalement », indique le rapport cité par *Pagina 12* [Lire en esp : [El lavado de dinero que hizo la dictadura civico-militar argentina con su botín](#)].

Et de citer l'exemple d'une propriété située calle Besares 2019/2015, dans le quartier de Saavedra, à Buenos Aires, qui a abrité la société Multivisión, créée sous la dictature par des represseurs de l'ESMA. Propriété passée au fil des décennies entre les mains des familles et de proches de ceux-ci à travers différentes sociétés qui ont un noyau commun d'actionnaires, explique Pagina 12.

Listes d'entreprises, noms de dirigeants qui se croisent, mouvements d'argent, de devises , transferts de biens ayant appartenu à des disparus , tout cela géré par quelques ex-répresseurs et certains de leurs proches. Comment cela a-t-il été « construit » ? Comment cela a-t-il fonctionné et fonctionne-t-il encore aujourd'hui ? A quoi cela sert-il ? Autant de questions que soulève l'article avec force précision.

A travers le blanchiment d'argent, l'origine des fonds (les biens ayant appartenu à des disparus) a été brouillée au fil des ans. Si la loi contre blanchiment n'est en vigueur que depuis 2004, les entreprises liées aux membres des « groupes de tache » GT 3.3, sont des sociétés toujours actives, et donc le délit peut être continu.

Les dossiers liés au volet économique, au pillage, de la dictature sont importants, ils montrent bien l'imbrication économique et civile de la dictature à des fins de destruction de l'organisation de la société.

On l'a vu dans *Papel Prensa* (voir [Papel Prensa SA : La justice tarde mais parfois arrive en Argentine](#)) en faisant mettre la main à bon compte sur l'unique fabriquant de papier journal du pays par des groupes amis, la dictature tuait définitivement toutes possibilités de presse libre.

La captation d'entreprises, après la séquestration, la détention la torture voire la disparition de ses dirigeants et ou actionnaires a fait partie des manœuvres systématiques de la dictature et de ses alliés civils qui appartenaient au monde des affaires. Il en a été ainsi du banquier Eduardo Saiegh qui a été dessaisi de sa banque *Banco Latinoamericano* (BLA). Ce dernier enlevé et torturé dans le cadre du terrorisme d'Etat, détenu par la division « bancos » de la police fédérale, sur indication de la Banque Centrale (BCRA) après dénonciation anonyme en octobre 1980, afin de lui faire avouer des malversations financières inexistantes.

Pressions et menaces pendant son enlèvement sur les autres cadres de la banque pour passer la main. La Banque a fini par être liquidée sous contrainte. La responsabilité de la BCRA et de son ex vice-président Alejandro Reynal (en poste de 1979-1981) est au cœur de l'affaire instruite par la justice, où l'Etat argentin est aujourd'hui partie civile aux côtés du banquier spolié ([Voir en esp Pagina 12](#)).

Cette affaire est représentative d'une méthode d'appropriation des biens et de recherche du profit dans le cadre de la répression illégale et du terrorisme d'Etat, le tout orchestré avec l'aval du Ministre de l'Economie de l'époque José Alfredo Martínez de Hoz.

Une partie du tissu économique de l'Argentine a ainsi pendant la dictature changé de mains et de finalité au profit de quelques groupes du monde des affaires ou de répresseurs qui se sont ensuite remis en selle dans le monde des affaires.

Dans le cas de la *Banco Latinoamericano* (BLA) le principal motif de cette main basse sur cette banque aurait été les actions détenues dans la compagnie aérienne Austral comme garantie auprès de la banque un crédit de un million de dollars. Cette compagnie a été étatisée en 48 heures par décret au bénéfice de quatre actionnaires dont William Reynal, le frère du président de la BCRA de l'époque, alors qu'elle avait de grosses dettes. Mettre la main sur la banque permettait de récupérer les actions en question et de contrôler tout le capital de la compagnie aérienne mais aussi de se servir de la banque pour faire circuler des fonds délictueux. Une fois la BLA liquidée, il se trouve que Alejandro Reynal a lui-même pris la tête d'une autre banque comme actionnaire majoritaire de MBA (Merchant Bankers Asociados), qui a été un acteur clé de la privatisation de plusieurs banques locales au profit d'actionnaires étrangers.

Estelle Leroy-Debiasi pour [El Correo](#)

Estelle Leroy-Debiasi est journaliste professionnelle, Diplômée en Economie, ex rédactrice en chef du quotidien économique La Tribune.

[EL Correo](#). Paris, 19 février 2014



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Copyright © 2014 Global Research